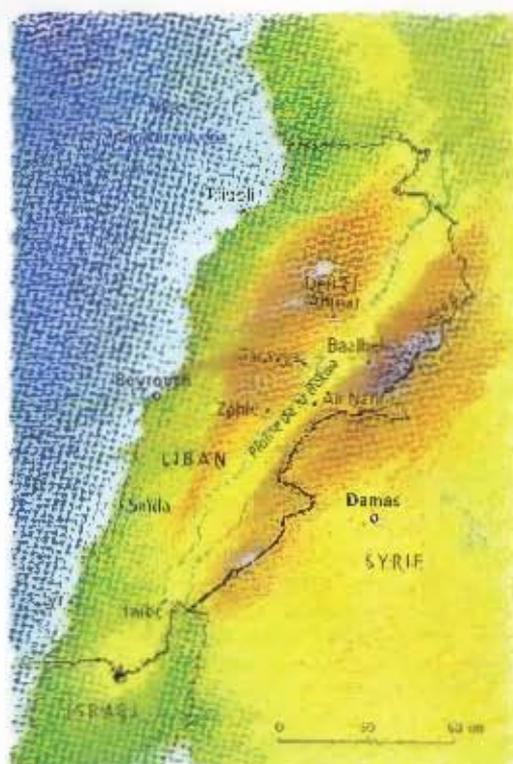


AU LIBAN, UNE PLAINE DEVENUE USINE MARAÎCHÈRE

Dans les champs de la Bekaa

Attirés par de meilleurs salaires, des travailleurs syriens franchissent la montagne frontalière libanaise de la Bekaa. Ils y vivent dans des campements précaires et s'échinent en famille à la récolte des fruits et légumes. Leur séjour peut durer quelques mois ou plusieurs années...

PAR NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX
LUCILE GARÇON
ET RAMI ZURAYK *



COMME TOUS les matins, à peine le jour pointe-t-il derrière les monts de l'Anti-Liban que les kaxons donnent, dans les campements de fortune qui jalonnent la plaine de la Bekaa, le signal du départ au travail. Aussitôt, hommes, femmes et enfants quittent leurs tentes pour grimper dans les pick-up, avec dans un sac du pain, du fromage et des pommes de terre bouillies. Ils superposent plusieurs couches de vêtements sous leur longue robe usée et se coiffent d'un keffieh – la tenue traditionnelle des fellahs comme des bédouins, dans la Bekaa comme dans tout le Levant. Mais, tout en vivant eux aussi de la terre, ils appartiennent à un type nouveau de travailleurs et de nomades.

La plaine alluviale intramontagnarde de la Bekaa – plus de 40 % du territoire libanais –, désignée dès l'Antiquité comme terre céréalière, produit à présent pour l'essentiel des fruits et des légumes. L'Etat n'a pas élaboré de politique spécifique en matière agricole, il cherche avant tout à développer un secteur capitaliste attirant les investissements et axé sur les exportations, notamment vers la Jordanie et dans les pays du Golfe. Cette stratégie a amené à réserver ces larges espaces aux productions maraîchères et à intensifier les pratiques agricoles. Les cultures n'obéissent plus guère au rythme des saisons : les tomates poussent sous serre été comme hiver. Et, depuis les années 1980, l'arrivée du printemps entraîne l'éclosion de tentes dont les toiles ne se composent pas de peaux, mais de sacs de jute cousus... ou de bâches en plastique qui, récupérées sur des panneaux publicitaires, mêlent logos de torréfacteurs et slogans de marques de vêtements. En quelques générations, les Syriens ont pris l'habitude de franchir l'Anti-Liban pour séjourner dans la Bekaa. Mais, s'ils cherchaient

auparavant à y faire paître des troupeaux, la transhumance ne régit plus désormais les mouvements de population : dans un système économique profondément mondialisé et pris au jeu de la concurrence internationale, c'est le besoin d'argent de nombreux individus et le souci de compétitivité des entreprises qui président aux migrations.

La logique des « avantages comparatifs » qui incita naguère les Etats-Unis et l'Europe à délocaliser leur industrie textile en Asie poussa certains agriculteurs à importer de la main-d'œuvre de pays pauvres en capital, mais pourvus de bras (1). Entre la Syrie et le Liban, les règles du commerce international fonctionnent sans obstacles (2) : leur proximité et l'extraordinaire perméabilité de leur frontière, une création coloniale artificielle des années 1920, facilitent beaucoup la circulation de travailleurs peu coûteux. Les filières agroalimentaires viennent puiser dans les réserves que constituent les camps. Comme en Europe où « le salaire horaire minimum légal est, pour des étrangers, un salaire maximum (3) », la rémunération qui peut toucher un ouvrier agricole au Liban apparaît, vue de Syrie, très attractive. Dans la Bekaa, la journée de travail payée au prix plancher vaut déjà quatre fois plus qu'à Raqqa (4). Arrivant en famille, les Syriens se rassemblent dans des campements de plusieurs centaines de personnes. Certains y

(1) Les Palestiniens et les Libanais, qui vivent pour le plupart sur la côte méditerranéenne, ne sont que quelques milliers à travailler dans l'agriculture.

(2) Cf. John Chalcraft, *The Invisible Cage: Syrian Migrant Workers in Lebanon*, Stanford University Press, 2008, p. 21.

(3) Jean-Pierre Berlan, « Agriculture et migrations », *Revue européenne des migrations internationales*, n° 5, Poitiers, 1986, p. 9-32.

(4) Ville située dans la vallée de l'Euphrate et région administrative, d'où vient une partie importante des ouvriers agricoles de Syrie, sur paye secouru en moyenne de 75 livres syriennes, soit 1,25 euro par jour... et moins que le salaire moyen d'un ouvrier non qualifié dans n'importe quel autre secteur.

* Représentant agrégé en recherche en agriculture et développement rural (IRD), et professeur et directeur associé de la faculté d'agriculture et de sciences alimentaires de l'Université arabe baïsa de Beyrouth (AUB).

demeurent quelques mois par an, d'autres des années – le temps d'accumuler la somme permettant de fonder un foyer, de créer une entreprise, d'acheter des terres agricoles ou d'assurer les besoins familiaux pendant que les fils effectuent leur service militaire de vingt-quatre mois.

Des Syriens sont le plus souvent employés comme ouvriers sans qualification; et si, dans l'agroalimentaire, les travaux varient selon les jours, les tâches se ressemblent fort: qu'il soit question de raisin, d'olives ou de concombres, on se penche pour cueillir ou pour ramasser. Les gestes ne varient pas plus qu'à l'usine: décharger le camion, mettre en conserve, emballer dans des cartons, charger le camion. Au printemps comme à l'automne, on met les mêmes gants de caoutchouc pour arracher les pois ou nettoyer les oignons, et on porte un keffiyeh pour se protéger des pesticides et du soleil. Naïfa, ouvrière de 52 ans, déplore la monotonie de journées où nul n'a plus le cœur à l'ouvrage: «*Il y a plein de chants qui accompagnent les récoltes, mais je vois mal quelqu'un les entonner maintenant.*» Les variétés diffusées par la télévision et enregistrées sur les téléphones portables ont supplanté le répertoire traditionnel.

Dès qu'un agriculteur appelle pour réclamer de la main-d'œuvre sur ses trois hectares, le *chawish* prend soixante-dix personnes sur le plateau du pick-up: l'agriculteur a loué deux tracteurs, le propriétaire a fait venir ses camions, lui fournit les travailleurs. Pour la plupart syriens, les *chawish* sont les intermédiaires incontournables sur le marché du travail, lorsque les récoltes exigent une mobilisation nombreuse ou très rapide. Nul besoin de papiers pour obtenir un tel titre: un véhicule et un téléphone portable ayant en mémoire les contacts des propriétaires suffisent. Le *chawish* garantit aux ouvriers des lieux de travail et de vie; aux employeurs, une rentabilité intéressante, par la prise en charge des éventuels frais d'accident et la mise en œuvre des bonnes cadences. M. Abou Tamer, *chawish* depuis une quinzaine d'années, garantit une efficacité maximale grâce à la stricte répartition des tâches. Aux femmes, la récolte proprement dite: elles avancent dans les sillons tracés par les tracteurs pour remplir de pommes de terre leur robe nouée en forme de balluchon; aux hommes, le contrôle: ils veillent à ce qu'elles ne perdent pas une minute ni un légume. De même pour les enfants: les filles entassent les produits dans des sacs de plastique que les garçons, en passant dans les rangs avec bobino de fil et aiguille à la ceinture, fermeront par quelques points de couture.

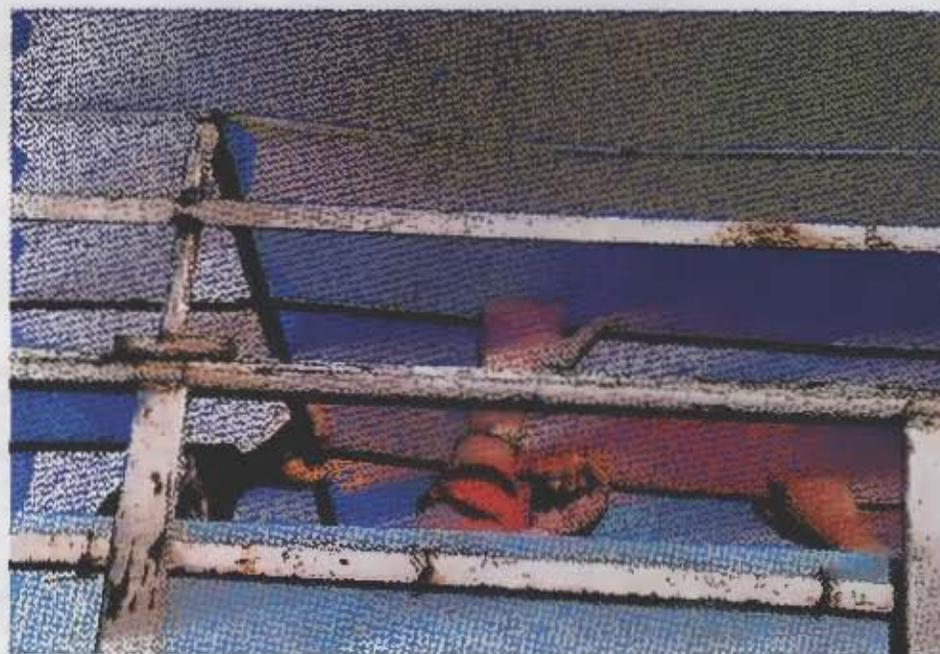
CHARGER UNE TONNE DE POMMES DE TERRE POUR 1 DOLLAR

Certains employeurs qui recrutent sans recourir à un *chawish* comptent sur le travail aux pièces pour améliorer la productivité. S'agissant des amandes, ils paient au cageot. Dans les usines de conditionnement ou les hangars réfrigérants dont les stocks seront exportés vers la Jordanie et le Golfe, les ouvriers sont rémunérés au volume de marchandises chargées sur les camions. Chez M. Ali Fayyad Tarhichi, fameux marchand de patates de la Bekaa, une tonne vaut 1 dollar.

Dans le tabac, le salaire se calcule en colliers de feuilles séchées. Après les heures consacrées à déshabiller les plants, les ouvriers emportent les feuilles dans des crissos, les enfilent et les font sécher chez eux. Puis, le repas terminé et en attendant la venue du propriétaire, toute la famille est mise à contribution. A Tarayya, un père encourage son plus jeune enfant, âgé de 5 ans, en monnayant ses baisers; et il récompense l'adresse des aînés par une pièce qu'ils échangeront à l'épicerie contre un sachet de chips.

Les gains excèdent rarement 8 000 livres libanaises (LBP), soit 4 euros, pour des journées de dix heures, avec comme seule pause – non rémunérée – un déjeuner d'une demi-heure. En effet, sur les 10 000 LBP environ que paient par personne les agriculteurs de la Bekaa – soit déjà moins qu'ailleurs (25 000 LBP en moyenne dans le sud du Liban), les *chawish* prélèvent une commission de 1 500 à 2 000 LBP. Certains ouvriers ne touchent rien: ils épangent une dette individuelle ou familiale contractée auprès de l'intermédiaire. Ainsi Raed et ses siens remboursent-ils par des mois de labeur l'opération de la mère, l'année dernière à l'hôpital de Damas: 1 million et demi de livres syriennes (16 500 euros) pour une hernie discale. En attendant d'avoir rendu les sommes empruntées, et une fois épuisés leurs réserves apportées de Syrie, ces ouvriers vivent à crédit chez les épiciers locaux.

Lorsque, vers 15 ou 16 heures, la journée de travail du *warshah* (l'équipe de travail) touche à sa fin et que les garçons bouclent les derniers sacs, les femmes sont autorisées à glaner les pommes



Dans la vallée de la Bekaa, 2009

de terre mal calibrées, abîmées ou hachées par les tracteurs. Dès le retour au camp, on les met à cuire dans un feu, allumé avec les vieilles chaussures et bouteilles de yaourt vides trouvées au bord de la route, faute de bois à ramasser aux alentours. Ensuite, on fait bouillir l'eau – s'il y en a – pour la douche et la lessive. Les habitants versent un tribut annuel au *chawish*, qui règle le loyer au propriétaire du terrain, achète le mazout pour le groupe électrogène et assure l'approvisionnement en eau.

A Hillaniyeh, où n'existe aucun puits, il ne remplit pas toujours le réservoir qui trône au milieu du camp, et, comme il est parlé en Syrie le mois dernier, les travailleurs se lâchent: «*Il a les moyens de se payer des allers-retours, ça se voit, non?*» Sa supériorité hiérarchique se mesure tant à son tour de taille qu'à la décoration kitsch et à l'équipement en chaîne hi-fi, télévision satellite et narguilés de sa tente. Fawaz et ses frères, qui ne peuvent s'offrir un voyage à 10 dollars (30 euros), gardent cette dernière en son absence.

Les autres tentes ne comprennent que deux pièces sans fenêtre, isolées du sol par des nattes

en nylon sur une surface atteignant difficilement les vingt mètres carrés. À l'extérieur, de vieux tapis masquent les sanitaires – une étroite cabine dont on déplace le morceau de faïence au-dessus d'un nouveau trou quand l'ancien déborde. Des cadavres de bêtes sont parfois laissés plusieurs jours entre les tentes, qui voisinent avec les décharges à ciel ouvert. À la précarité du logement s'ajoute une surpopulation propice aux tensions. Les familles déjà nombreuses grossissent au rythme des nouveaux arrivants, et une vingtaine de personnes cohabitent sous la même tente – autant dire que le retour du printemps entame tout désir d'intimité. En rien conformes aux normes minimales fixées par les Nations unies (5), les conditions de vie se révèlent déplorables en général, même si la débrouillardise améliore le quotidien ici ou là.

Havra, qui vit à Ali Nahri depuis 1984, présente le camp comme un petit paradis: «*On ne manque de rien ici.*» Deux magasins importent de Syrie les produits de base à moindre prix. «*On est pauvres*», mais on élève des chèvres, des poulets;

ratoires. Les postures inconfortables imposées par la récolte engendrent aussi des troubles musculo-squelettiques (TMS), en particulier chez les femmes, puisqu'elles sont le plus souvent courbées, accroupies ou agenouillées. Beaucoup souffrent de douleurs dans le dos et les genoux, ou de tendinites dans les mains dues au geste répété de la cueillette (6). Par ailleurs, les congés n'existent pas; si la période du ramadan autorise quelque assouplissement dans l'emploi du temps, le calendrier agricole moderne ignore les jours de fête. Même au moment de l'Aïd (fête musulmane), le propriétaire de champs de tabac quitte ses invités pour conduire au travail les enfants d'Abou Hussein, qui réside à Tarayya depuis une vingtaine d'années.

Certains hommes envisagent de partir, qui à Beyrouth, qui à Chypre, pour être embauchés dans le bâtiment ou dans un autre secteur: tous les autres caressent l'ambition de quitter les champs pour devenir eux-mêmes *chawish* ou marchands. Depuis deux ans, Ali paie un loyer supplémentaire pour stocker dans une tente des pommes de terre négociées à bas prix durant la récolte. Avec deux associés, il commercialise les patates de petit calibre sous forme de annonces quand les cours sont au plus haut, et envoie hors saison les femmes vendre les plus grosses au bord de la route. Malgré des résultats jusqu'ici négatifs, il ne désespère pas de réussir bientôt en affaires.

UN CONTEXTE GÉOPOLITIQUE QUI SUSCITE UN DISCOURS HOSTILE

Le degré d'industrialisation de la Bekaa semble dérisoire par rapport à celui d'autres régions agricoles dans le monde; de même que son niveau de productivité, sans commune mesure avec les rendements de la plaine andalouse (où trois millions de tonnes de fruits et légumes sortent chaque année des serres installées sur frontaux deux mille hectares pour le compte d'entreprises multinationales, contre à peine un million de tonnes pour cent trois mille hectares de surface agricole utile dans la Bekaa). La situation de ses ouvriers n'y est pas pour autant plus enviable: non seulement ils subissent les mêmes formes de violence que les travailleurs roumains en Grèce, ouigours dans les champs de coton de Chine ou africains en Italie, mais ils sont en outre victimes d'une haine exacerbée par un contexte géopolitique sensible. Au discours raciste des gens qui, tout en répugnant à les employer de crainte qu'ils ne «*changent le visage du Liban*», s'y résolvent parce que «*les Syriens, c'est pas cher*», s'ajoute une hostilité particulière. Depuis le retrait des troupes de Damas en 2005, ils sont visés par des attentats à répétition au Liban; le dernier a été perpétré contre un bus de voyageurs à Dair El-Ahmar, en décembre 2009.

LUCILE GARÇON ET RAMI ZURAYK.

(5) A titre de comparaison, d'après L. Roux-Camérasariat des Nations unies pour les réfugiés, deux-et-à-cinq-cent mètres carrés de terrain autour du lieu de vie et de trois mètres carrés et demi par personne; d'une latrine pour vingt personnes et de points d'approvisionnement en eau potable à cent cinquante mètres maximum de leur habitation.

(6) Cf. Rima Habbé et Yudi Fathallah, «*Migrant women agricultural workers in Lebanon. A health perspective*», *Migration and Urbanization Workshop*, American University of Beirut, 2009.

Le modèle mondial

UN PEU PARTOUT dans le monde, le secteur agricole entretient un rapport très lointain avec le droit du travail : le caractère irrégulier et périssable de la production a favorisé des statuts d'exception dans la législation de nombreux Etats. En France a été inventée dans les années 1960 la notion de « travail saisonnier », afin d'obtenir du Maroc, de Tunisie et de Pologne les bras pour faire tourner les « usines à pommes » de Provence (1) ou pour vendanger les vignes du Languedoc.

Temporaires par définition, les contrats de l'Office des migrations internationales (OMI), ou de l'Agence nationale d'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM) qui l'a remplacé en 2005, ne donnent droit qu'à un statut civique soumis à une date d'expiration ; la protection sociale se cantonne au titre de séjour et à la durée du travail :

Le Seasonal Agricultural Workers Scheme (SAWS) britannique ou le statut d'*Erntehelfer* défini en 2000 par le gouvernement autrichien déclinent un modèle d'exploitation des ressources naturelles et humaines généralisé à l'Europe depuis les années 1950. Avec ses champs-usines peuplés de travailleurs migrants, le modèle californien a inspiré des récits de vie dramatiques (2). Il n'en a pas moins fait école jusqu'au Proche-Orient, où abondent les témoignages de Palestiniens maltraités par des colons israéliens ou d'Egyptiens n'ayant pas accès aux soins en Jordanie.

Sujet sensible, voire tabou, au Liban, la présence de travailleurs syriens n'est soumise à aucune forme de régulation. L'acquisition d'un permis de travail préalable à l'embauche, évoquée en 2005, reste lettre morte. Originaire d'Edleb, village du nord de la Syrie, Hilal s'est

cassé la jambe en creusant un puits ; si le propriétaire du champ a payé le plâtre, il n'a pris en charge ni les analgésiques ni les béquilles.

Dans le système de production industriel qui régit les filières agro-alimentaires, il est fréquent de considérer le travail sans le travailleur et de formuler des besoins en force de travail pure dans des tableaux parfaitement anonymes. Les rapports relatifs aux ouvriers agricoles se révèlent accablants sur tous les continents. Leurs trajets migratoires évoquent les traversées de l'Atlantique sur les navires négriers du XVII^e siècle ; leurs habitations rappellent les cases des champs de coton. Le vocabulaire servant à décrire les systèmes d'exploitation agricole depuis le Moyen Age conserve son actualité : les champs lexicaux de l'esclavage ou du servage se prêtent assez bien à la transcription des expériences de quelques témoins contemporains.

du travail saisonnier

Dans les Pouilles, le journaliste italien Fabrizio Gatti évoque un droit de cuissage dont l'exercice est la condition préalable à l'embauche : les ouvriers doivent amener au patron une jeune fille de leur connaissance s'ils veulent être engagés (3). Etudiant français recruté dans une ferme écossaise pour la cueillette des fraises, M. Romain Fantin raconte des journées harassantes sous les ordres d'une contremaître interdisant le moindre arrêt, et jouant sur un classement au mérite pour imposer

des rythmes stakhanovistes (4). Le *chawish* a ses homologues italien, américain, mexicain ou brésilien : *caporale*, *labor contractor* sur la côte Est des Etats-Unis, *coyote* ou *gato*... autant de petits chefs qui, confortés par l'absence de textes juridiques, s'autorisent les pires abus de pouvoir. Tous les participants à la récolte de fruits ou de légumes dans des exploitations intensives s'accordent à la qualifier de « saison en enfer (5) ».

L. G. ET R. Z.

(1) Lire Patrick Herman, « Fruits et légumes au goût amer », *Le Monde diplomatique*, avril 2003.

(2) Lire les témoignages de familles de travailleurs immigrés employés en Californie dans le cadre de l'Emergency Farm Labor Act signé en 1941 par le Mexique et les Etats-Unis dans Ann Aurelia, *The Farmworkers' Journey*, University of California Press, Berkeley, 2007. Cf. aussi Carey McWilliams, *Factories in the Field* :

The Story of Migratory Farm Labor in California, University of California Press, 2010 (nouvelle édition).

(3) Fabrizio Gatti, « Io schiavo in Puglia », *L'Espresso*, Rome, 1^{er} septembre 2006.

(4) Romain Fantin, « Travailleurs saisonniers : cueille ou crève », *Lettres de...*, <http://blog.mondediplo.net>, 18 août 2009.

(5) Cf. Pauline Graulle, « Une saison en enfer », *Politix*, Paris, 10 juillet 2008.